

Les Africains estiment que le bien-être des enfants vulnérables peut s'améliorer

Dépêche No. 731 d'Afrobarometer | Anyway Chingwete et Richard Houessou

Résumé

Si l'Afrique abrite la population la plus jeune au monde, un grand nombre de ses 650 millions d'enfants se heurtent à des obstacles considérables à leur bien-être et à leurs perspectives d'avenir. La pauvreté, l'accès difficile à l'éducation et aux soins de santé, le travail des enfants, l'épidémie du VIH/SIDA, les conflits armés et les mouvements migratoires figurent parmi les menaces qui pèsent sur le développement harmonieux des enfants du continent, tout comme les diverses formes de violence psychologique et physique, d'abus et d'exploitation sexuels et de négligence (Nations Unies, 2022 ; Partenariat Africain pour Mettre Fin à la Violence Contre les Enfants, 2021 ; UNICEF, 2005 ; Hope, 2005).



La plupart des pays africains ont ratifié la Convention des Nations Unies Relative aux Droits de l'Enfant et la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, et beaucoup ont progressé en matière de protection des droits et du bien-être des enfants dans des domaines allant de la survie de l'enfant et de la scolarisation aux efforts visant à mettre fin au mariage des enfants et à la discrimination à l'égard des filles (Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant, 2021).

Cependant, les progrès sont encore inégaux et sont loin de répondre aux ambitions des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (2023) et de l'Agenda 2040 pour les Enfants d'Afrique (Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant, 2016 ; Fambasayi, 2021 ; African Child Policy Forum, 2018). Les progrès accomplis s'accompagnent souvent de nouveaux problèmes, tels que les conflits armés qui provoquent des crises humanitaires au Soudan, en Ethiopie et au Mozambique. Au Soudan, par exemple, on estime que 19 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et que plus de 7 millions de personnes, dont environ 3,3 millions d'enfants, ont été déplacées par le violent conflit qui déchire le pays (UNICEF, 2023 ; New Arab, 2023).

Un débat qui couve depuis longtemps porte sur le recours à la force physique pour discipliner les enfants, une pratique dont il est de plus en plus évident qu'elle nuit à l'apprentissage, à la santé mentale et au développement des enfants (Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016). Le Rapport Africain sur le Bien-être des Enfants 2020 relève que 60% des enfants sondés ont déclaré avoir subi au moins une forme de châtime corporel au cours de l'année précédente, souvent de la part de membres de la famille proche et d'enseignants (African Child Policy Forum, 2020).

Le présent profil panafricain fait le point sur un module spécial inclus dans le questionnaire du Round 9 (2021/2023) d'Afrobarometer relatif aux expériences et perceptions des Africains concernant les châtime corporels, la maltraitance et la négligence des enfants, la disponibilité de services de soutien pour les enfants vulnérables et la performance gouvernementale en ce qui concerne le bien-être de l'enfant.

Les résultats de l'enquête révèlent que le recours à la force physique pour discipliner les enfants bénéficie toujours d'un soutien massif de la part des adultes africains, même si l'opposition s'accroît lentement.

La plupart des Africains estiment que la maltraitance et la négligence des enfants sont peu courantes, et plus de la moitié d'entre eux – mais loin de la totalité – signalent que des services sont disponibles dans leur communauté pour soutenir les enfants victimes de maltraitance ou de négligence, les enfants ayant un handicap physique et les enfants et adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels. Cependant, moins de la moitié des répondants pensent que leur gouvernement réalise un bon travail de protection et de promotion du bien-être des enfants vulnérables. Ces appréciations varient considérablement d'un pays à l'autre et en fonction du statut économique des répondants, ce qui laisse entrevoir des possibilités d'intervention en vue du renforcement de la protection de l'enfance.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 54.436 entretiens dans 39 pays sondés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (assez que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

Recours à la force physique pour discipliner les enfants :

- En moyenne, dans 39 pays, six Africains sur 10 (61%) estiment que les parents sont en droit d'utiliser la force physique pour discipliner leurs enfants. L'approbation des châtiments corporels a connu une baisse modeste au cours des cinq dernières années.
 - Si le soutien aux châtiments corporels avoisine neuf citoyens sur 10 au Bénin (88%), au Cameroun (87%), au Burkina Faso (86%) et au Niger (85%), 16 pays enregistrent des baisses significatives depuis 2016/2018, notamment de fortes baisses en Tanzanie (-31 points), au Kenya (-24 points), au Botswana (-22 points) et au Libéria (-22 points).
 - Concrètement, 43% des Africains déclarent que les adultes de leur communauté ont « assez fréquemment » ou « très fréquemment » recours à la force physique pour discipliner les enfants.

Abus, maltraitance et négligence à l'égard des enfants :

- Environ un tiers (35%) des citoyens déclarent que les abus, la maltraitance et la négligence envers les enfants sont « assez fréquents » ou « très fréquents » dans leur communauté, tandis que 64% les décrivent comme des événements rares. Les perceptions de maltraitance généralisée varient de 16% en Tanzanie à 63% au Libéria.

- Presque la moitié (48%) des Africains déclarent que les cas d'enfants non scolarisés sont courants dans leur communauté, de 22% à Maurice à 83% au Libéria.

Pauvreté vécue :

- Plus de quatre sur 10 citoyens (42%) déclarent que leur ménage a manqué « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours » de nourriture suffisante au cours de l'année précédente.

Services de soutien aux enfants vulnérables :

- La majorité des répondants affirment que des services sont disponibles dans leur communauté en faveur des enfants maltraités ou négligés (58%), des enfants ayant un handicap physique (56%) et des enfants et adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels (52%).
 - Ces appréciations varient considérablement d'un pays à l'autre, les plus positives s'observant au Sénégal, à Maurice, au Togo et en Mauritanie, et les moins positives en Sierra Leone, au Zimbabwe, au Malawi, au Lesotho, au Nigéria et au Libéria.

Performance gouvernementale dans la promotion du bien-être de l'enfant :

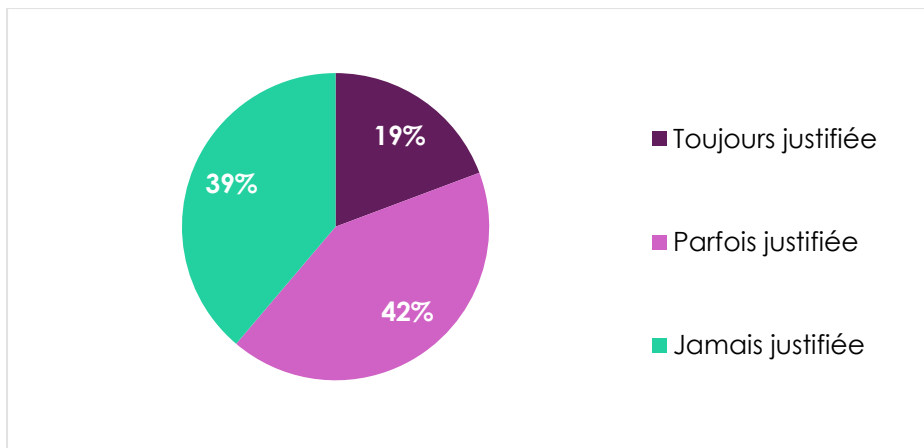
- En moyenne, 44% seulement des Africains approuvent la performance de leur gouvernement dans le domaine de la protection et de la promotion du bien-être des enfants vulnérables. Les citoyens défavorisés sont les moins susceptibles de considérer adéquats les efforts de leur gouvernement.

Recours à la force physique pour discipliner les enfants

La correction fait partie intégrante de l'éducation des enfants. Les Africains pensent-ils que la force physique devrait servir à discipliner les enfants ?

Dans 39 pays sondés entre fin 2021 et mi-2023, six Africains sur 10 (61%) affirment que le recours à la force physique par les parents pour discipliner leurs enfants est « parfois justifié » ou « toujours justifié » (Figure 1). Quatre sur 10 environ (39%) rejettent les châtiments corporels infligés aux enfants, estimant qu'ils ne sont « jamais justifiés ».

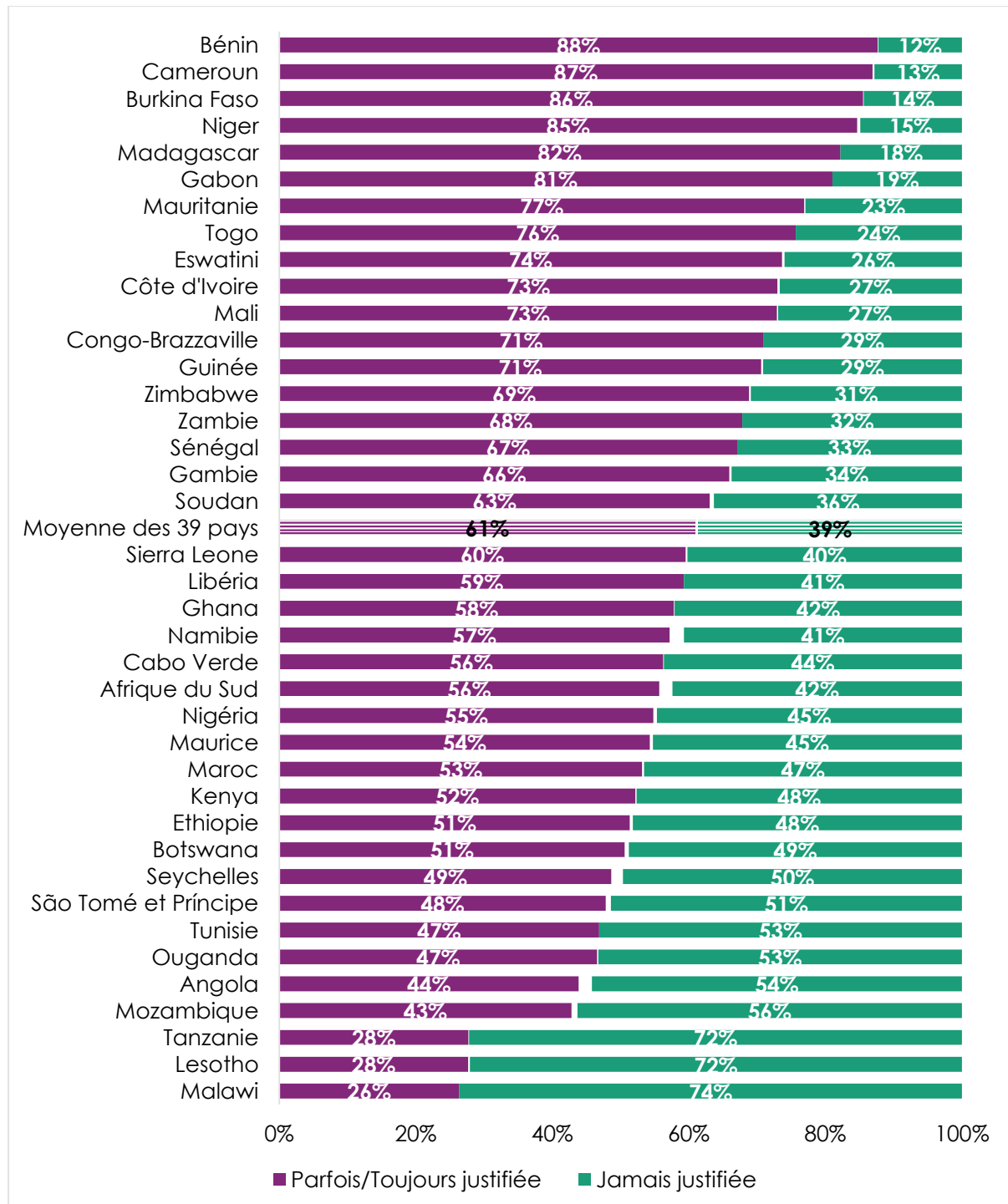
Figure 1 : L'usage de la force physique pour discipliner les enfants est-il justifié ou pas ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de la force physique ?

Les châtiments corporels reçoivent un soutien majoritaire dans 30 des 39 pays, avoisinant neuf citoyens sur 10 au Bénin (88%), au Cameroun (87%), au Burkina Faso (86%) et au Niger (85%) (Figure 2).

Figure 2 : L'usage de la force physique pour discipliner les enfants est-il justifié ou pas ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de la force physique ?

En revanche, moins de trois répondants sur 10 en Tanzanie (28%), au Lesotho (28%) et au Malawi (26%) soutiennent le recours à la force physique pour discipliner les enfants. Douze des 18 pays exprimant des niveaux de soutien supérieurs à la moyenne en faveur du châtimement corporel des enfants se situent en Afrique de l'Ouest ou en Afrique Centrale.

Dans les 33 pays dont nous disposons de données comparables tant pour le Round 7 (2016/2018) que pour le Round 9 (2021/2023), le soutien (« parfois » ou « toujours ») au recours à la force physique pour discipliner les enfants a baissé de 4 points de pourcentage, de 66% à 62%. Cette tendance, quoique modeste, suggère que la condamnation internationale des châtimements corporels et l'accent de plus en plus prononcé sur les droits de l'enfant, tels qu'entérinés par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, pourraient avoir un effet.

Seize pays affichent des baisses significatives (de 3 points de pourcentage ou plus) du soutien aux châtimements corporels au cours de la période, notamment des baisses importantes en Tanzanie (-31 points), au Kenya (-24 points), au Botswana (-22 points) et au Libéria (-22 points) (Figure 3). Des hausses sont enregistrées dans 11 pays, en tête desquels se trouvent le Cabo Verde et la Guinée (+14 points de pourcentage chacun).

L'acceptation des châtimements corporels est l'opinion majoritaire dans les principaux groupes démographiques, mais elle varie en fonction du statut social et économique (Figure 4). Si les femmes et les hommes sont d'accord sur cette question, le soutien au châtimement corporel s'accroît avec l'expérience de la pauvreté vécue par les citoyens,¹ de 50% chez les plus nantis à 65% chez les plus pauvres. De même, les répondants sans instruction formelle (70%) sont nettement plus susceptibles d'approuver le recours à la force physique que leurs concitoyens formellement instruits (58%-60%). Cette pratique est un peu mieux acceptée dans les zones rurales que dans les villes (63% contre 59%).

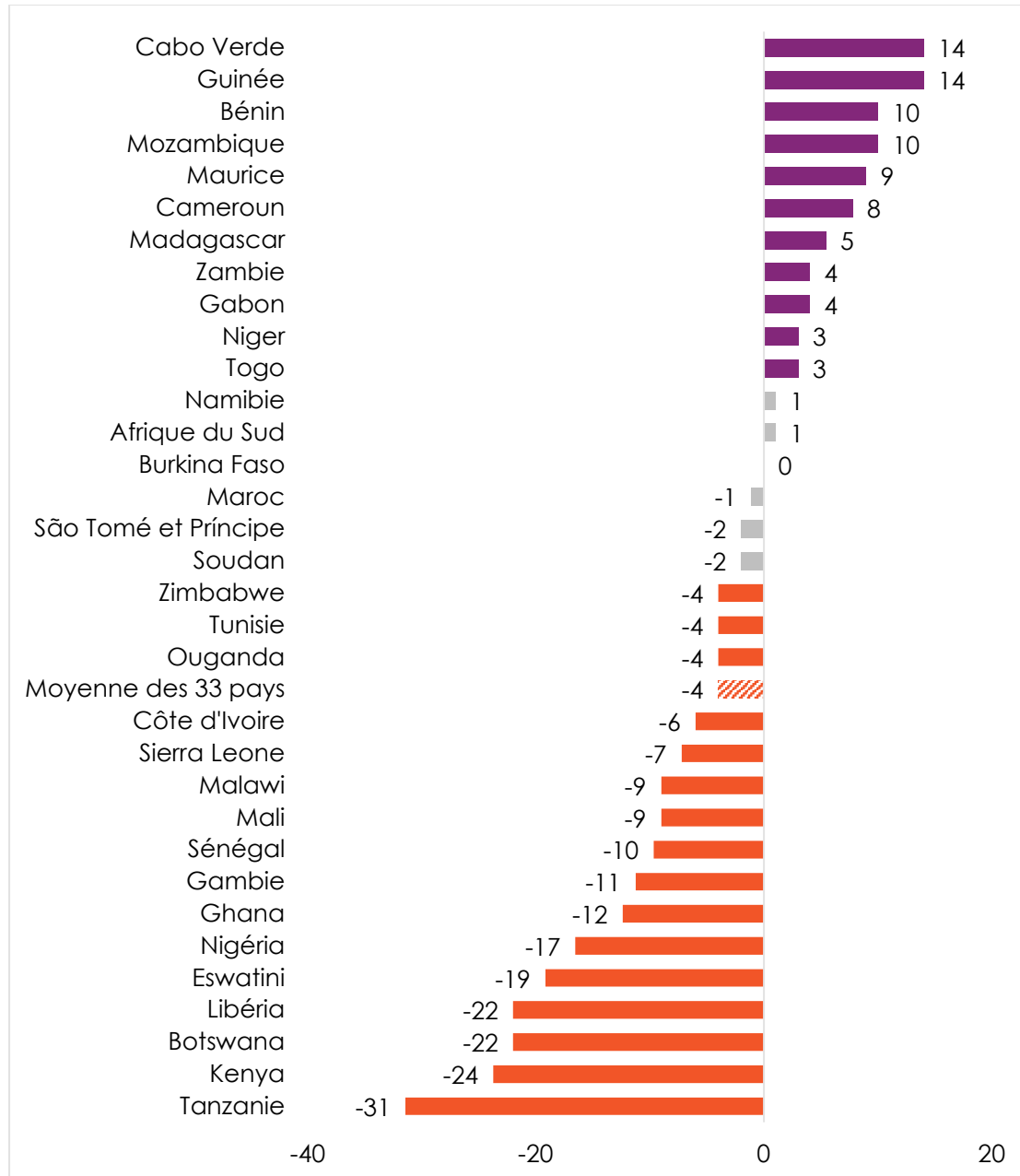
Concrètement, plus de quatre Africains sur 10 (43%) déclarent que les adultes de leur communauté font « assez fréquemment » (28%) ou « très fréquemment » (15%) recours à la force physique pour discipliner les enfants, tandis qu'une majorité (56%) d'Africains déclarent que cela n'est « pas très fréquent » (34%) ou « pas du tout fréquent » (22%).

Le sentiment que les châtimements corporels sont fréquents est un peu plus répandu dans les villes que dans les zones rurales (45% contre 40%), et parmi les citoyens les plus instruits (44%-45%) par rapport à ceux qui n'ont pas été scolarisés (39%) (Figure 5). Les jeunes (46%) sont plus susceptibles que leurs aînés (37%-41%) de considérer les châtimements corporels comme une pratique courante, et un écart de 10 points de pourcentage sépare les citoyens les plus pauvres (45%) des citoyens les plus aisés (35%).

Dans 11 pays sondés, au moins la moitié des répondants déclarent que le recours à la force physique pour discipliner les enfants est courant dans leur communauté, y compris près de deux tiers des Tunisiens (65%), Libériens (64%) et Angolais (63%). En revanche, moins de trois citoyens sur 10 déclarent que les enfants sont souvent soumis à des châtimements corporels en Tanzanie (18%), à Madagascar (26%) et aux Seychelles (27%) (Figure 6).

¹ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux ou leur famille ont vécu des situations de manque de ressources de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour la cuisine, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Pour en savoir plus sur la pauvreté vécue, consultez Mattes et Patel (2022).

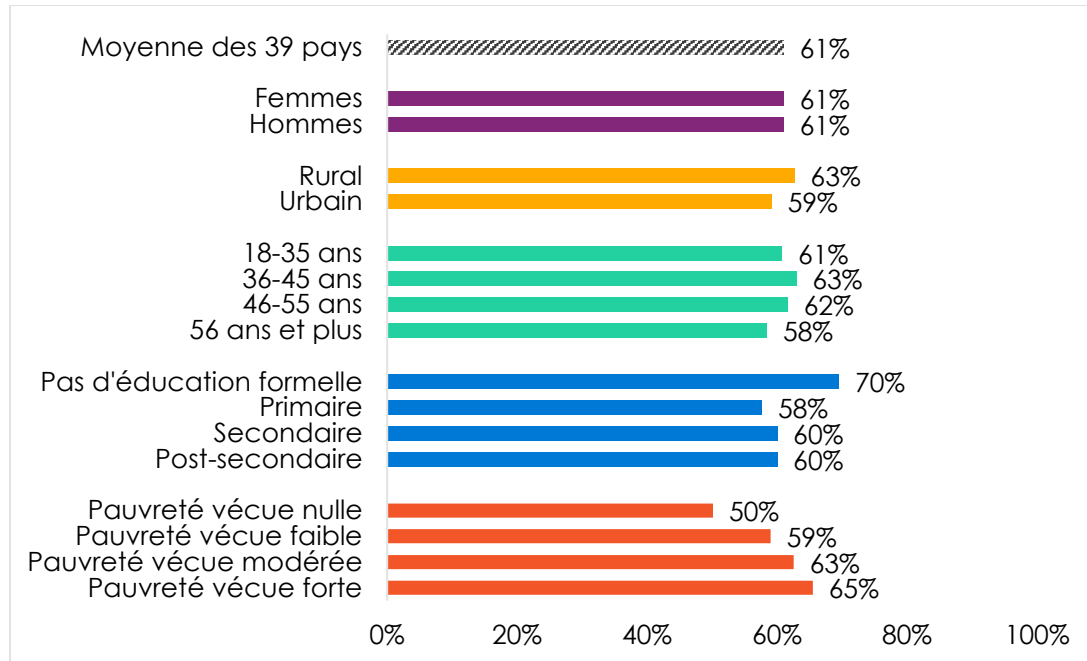
Figure 3 : Changements dans le soutien au châtime corporel des enfants
 | 33 pays² | 2016-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2016/2018 et 2021/2023 du pourcentage de personnes interrogées qui déclarent qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants.

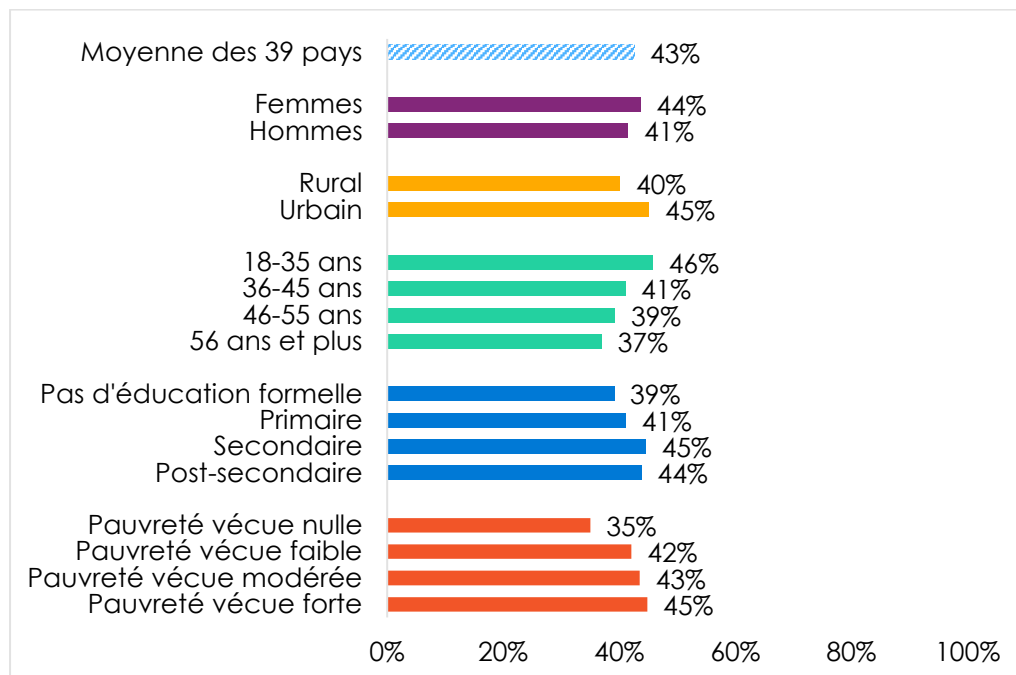
² Outre les pays qui n'ont pas été sondés lors du Round 7, le Lesotho est exclu de cette comparaison. Lorsque cette question a été posée au Lesotho en 2017, seuls 19% ont déclaré que la discipline physique n'était « jamais » justifiée, tandis que 81% ont répondu qu'elle était « parfois » ou « toujours » justifiée. Mais la traduction Sesotho de la question utilisait une terminologie plus douce pour faire référence à la discipline physique lors du Round 7 que lors du Round 9, ce qui explique probablement au moins une partie de la grande différence dans les réponses entre les deux enquêtes.

Figure 4 : Il est justifié pour les parents de discipliner les enfants avec la force physique | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



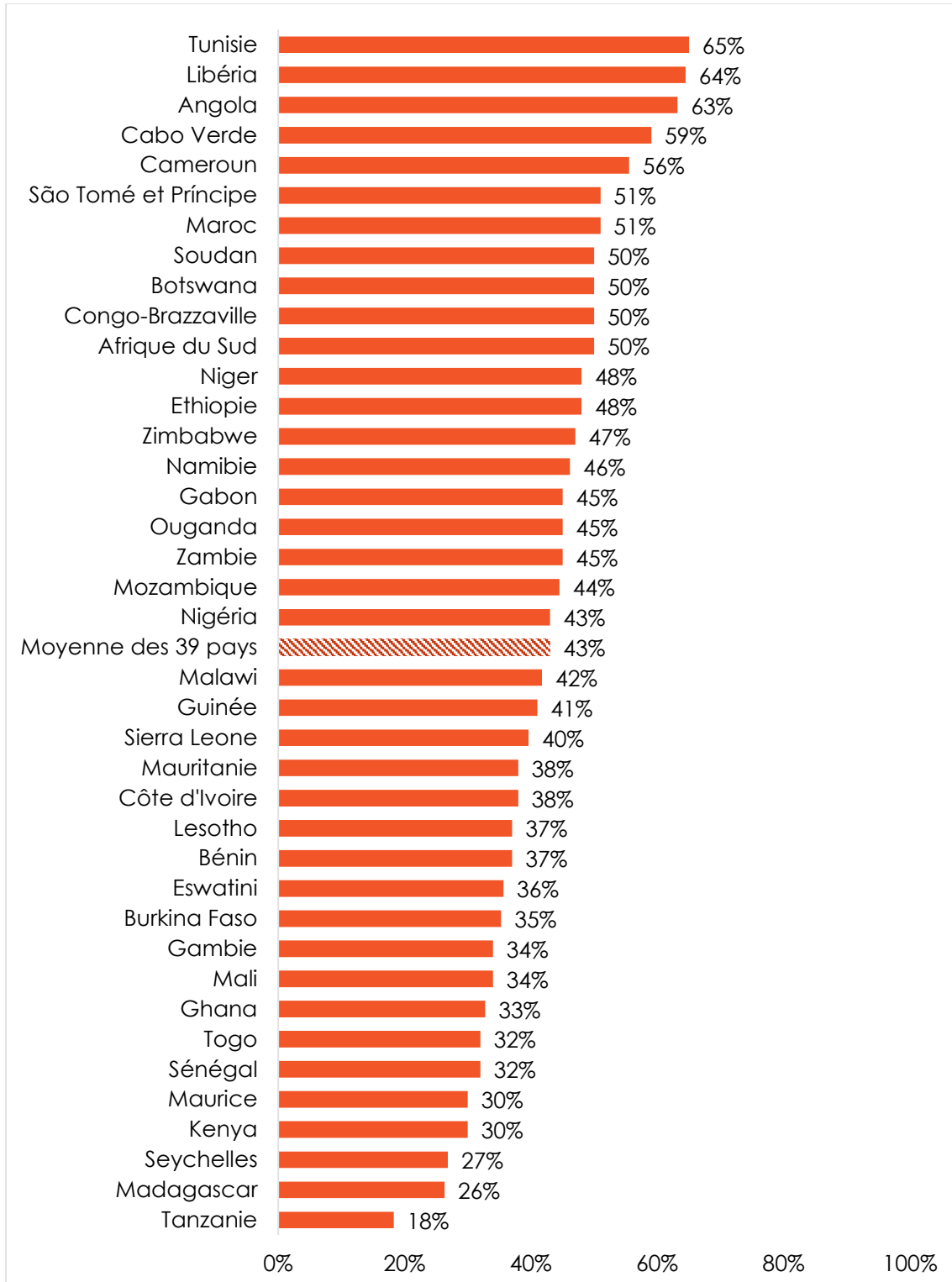
Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de la force physique ? (% qui disent « parfois justifiée » ou « toujours justifiée »)

Figure 5 : Les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Figure 6 : Les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants | 39 pays | 2021/2023

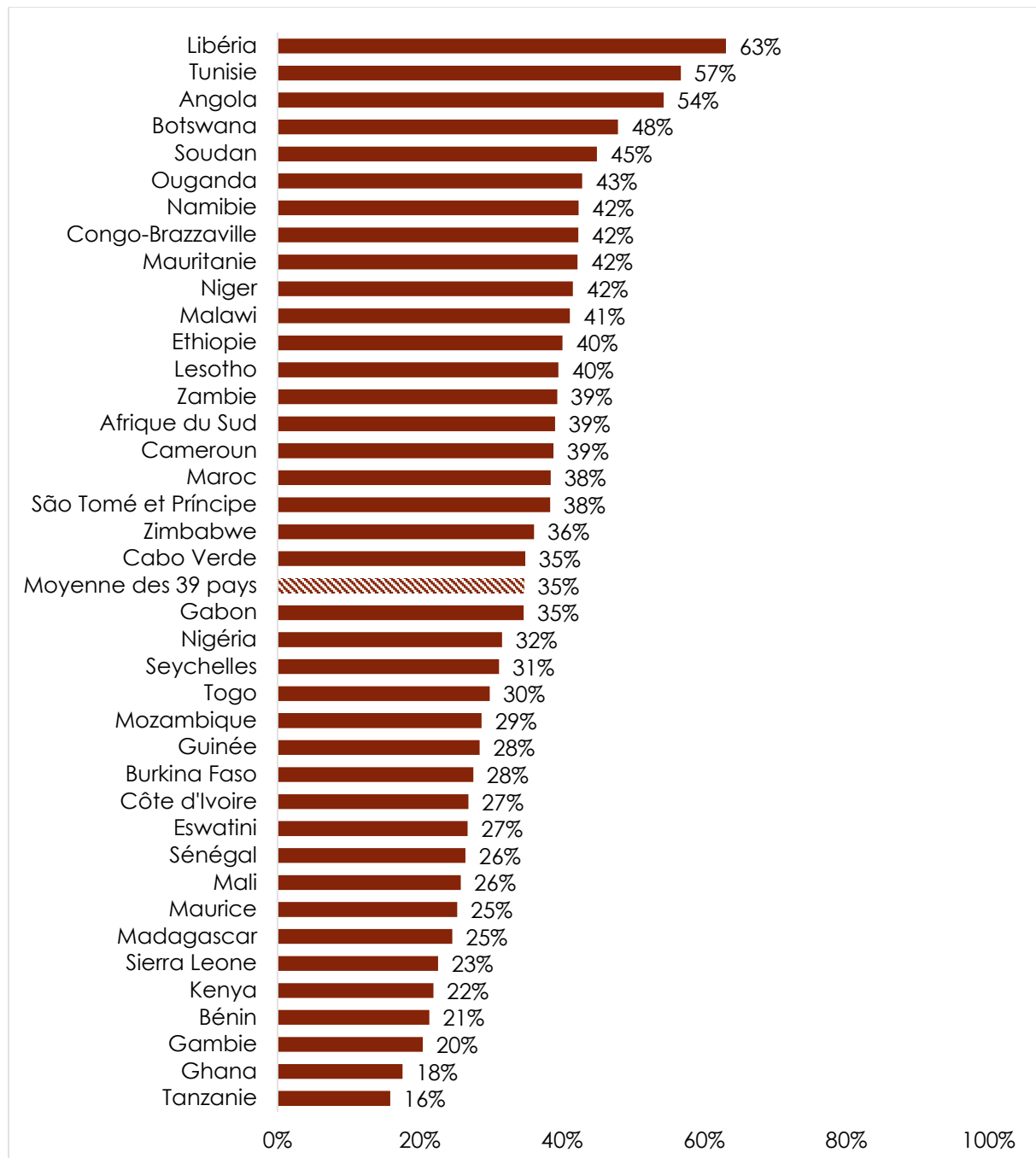


Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Abus, maltraitance et négligence à l'égard des enfants

À la question de savoir à quelle fréquence les enfants sont maltraités, abusés ou négligés dans leur communauté, un tiers environ (35%) des adultes répondent que c'est « assez fréquent » ou « très fréquent » (Figure 7), tandis que près des deux tiers (64%) disent que ce n'est « pas très » ou « pas du tout » fréquent.

Figure 7 : Les enfants sont quelque peu/très fréquemment violentés, maltraités ou négligés | 39 pays | 2021/2023

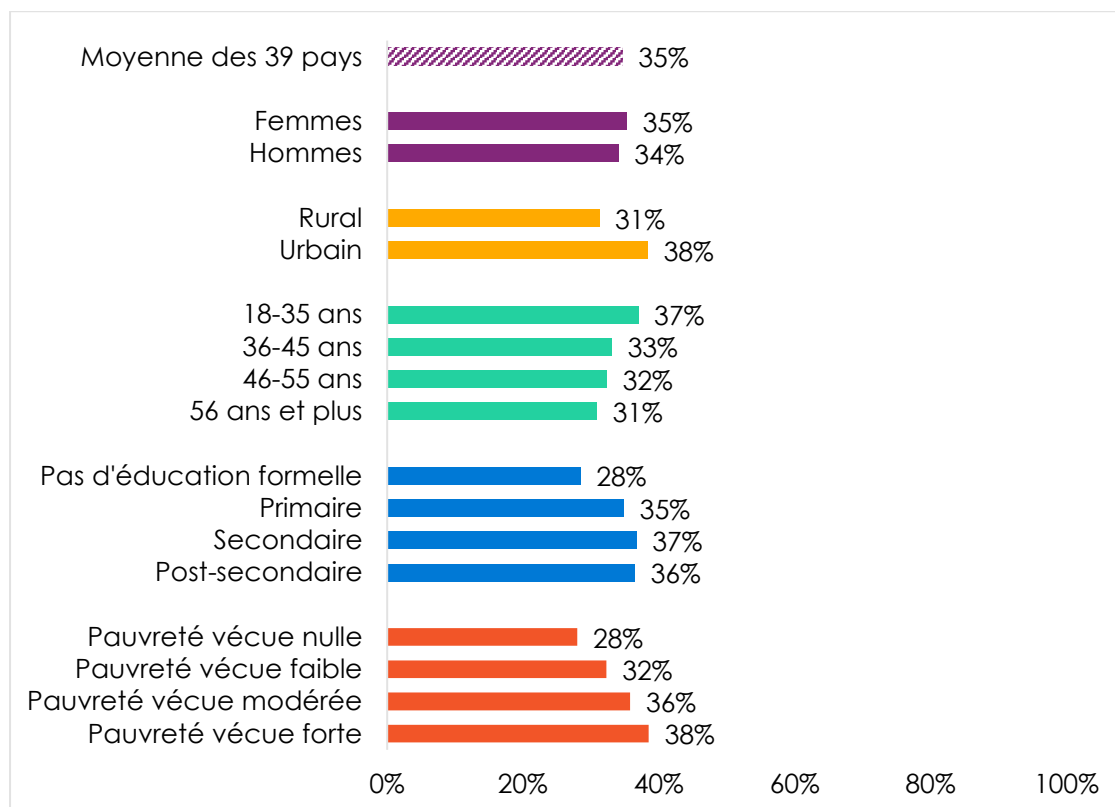


Question posée aux répondants : À quelle fréquence pensez-vous que les événements suivants se produisent dans votre communauté ou votre quartier : Les enfants sont violentés, maltraités ou négligés ? (% qui disent « assez fréquemment » ou « très fréquemment »)

Dans trois pays, la majorité des répondants considèrent les abus, les mauvais traitements et la négligence envers les enfants comme fréquents : le Libéria (63%), la Tunisie (57%) et l'Angola (54%). Moins de deux répondants sur 10 sont du même avis en Tanzanie (16%) et au Ghana (18%).

Les habitants des villes (38%) sont plus susceptibles que ceux des zones rurales (31%) de déclarer que la violence, la maltraitance et la négligence envers les enfants sont courantes dans leur communauté, de même que les jeunes (37%) par rapport aux générations plus âgées (31%-33%) (Figure 8). La perception de la violence, de la maltraitance et de la négligence envers les enfants comme un problème répandu s'accroît avec le niveau d'instruction des répondants, de 28% chez ceux qui n'ont pas reçu d'instruction formelle à 36%-37% de ceux qui possèdent au moins un diplôme d'études secondaires. On observe également un écart de 10 points de pourcentage entre les citoyens les plus pauvres (38%) et les plus aisés (28%).

Figure 8 : Les enfants sont quelque peu/très fréquemment violentés, maltraités ou négligés | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : À quelle fréquence pensez-vous que les événements suivants se produisent dans votre communauté ou votre quartier : Les enfants sont violentés, maltraités ou négligés ? (% qui disent « assez fréquemment » ou « très fréquemment »)

Des travaux de recherche révèlent que la violence à l'égard des enfants est étroitement liée à la violence à l'égard des femmes (Fulu, McCook, & Falb, 2017). La violence basée sur le genre (VBG) et la violence à l'égard des enfants surviennent souvent dans les mêmes foyers et sont souvent motivées par les mêmes facteurs (Evans, Davies, & DiLillo, 2008). Les données d'Afrobarometer suggèrent un tel lien dans la perception des gens : En moyenne, les répondants qui considèrent courantes les violences basées sur le genre dans leur communauté sont deux fois plus susceptibles de déclarer que les enfants sont fréquemment

maltraités, abusés ou négligés (54%) que les répondants qui considèrent les violences basées sur le genre peu fréquentes (23%) (Tableau 1).

Tableau 1 : Perception de la fréquence des violences basées sur le genre et des abus/maltraitances envers les enfants | 39 pays | 2021/2023

	% qui perçoivent la violence/ maltraitance/négligence des enfants comme assez/très courante dans leur communauté	% qui perçoivent la violence/ maltraitance/négligence des enfants comme pas très/pas du tout courante dans leur communauté
Parmi les répondants qui perçoivent les VBG comme assez/très courantes dans leur communauté	54%***	46%
Parmi les répondants qui perçoivent les VBG comme pas très/pas du tout courantes dans leur communauté	23%	77%***

*Chi-carré de Pearson = 3943,307 ; p=0,000 au niveau ***<1%*

Questions posées aux répondants :

*Dans cette localité, à quel point pensez-vous qu'il est courant que les hommes recourent à la violence contre les femmes et les filles au sein de la famille ou de la communauté ?
Selon vous, à quelle fréquence les enfants sont-ils maltraités, abusés ou négligés dans votre communauté ou votre quartier ?*

Les enfants non scolarisés

L'une des formes de négligence consiste à laisser les enfants grandir sans véritable éducation. L'UNESCO (2022) rapporte que l'Afrique subsaharienne compte plus d'enfants et de jeunes déscolarisés – 98 millions – que toute autre région du monde et qu'elle est la seule région à connaître une hausse du nombre d'enfants déscolarisés, les taux de scolarisation s'accroissant plus lentement que la population en âge d'être scolarisée.

Les données Afrobarometer indiquent que presque la moitié (48%) des Africains déclarent que les cas d'enfants non scolarisés sont « assez » ou « très » fréquents dans leur communauté, tandis que l'autre moitié (50%) estiment que ce phénomène est peu fréquent.

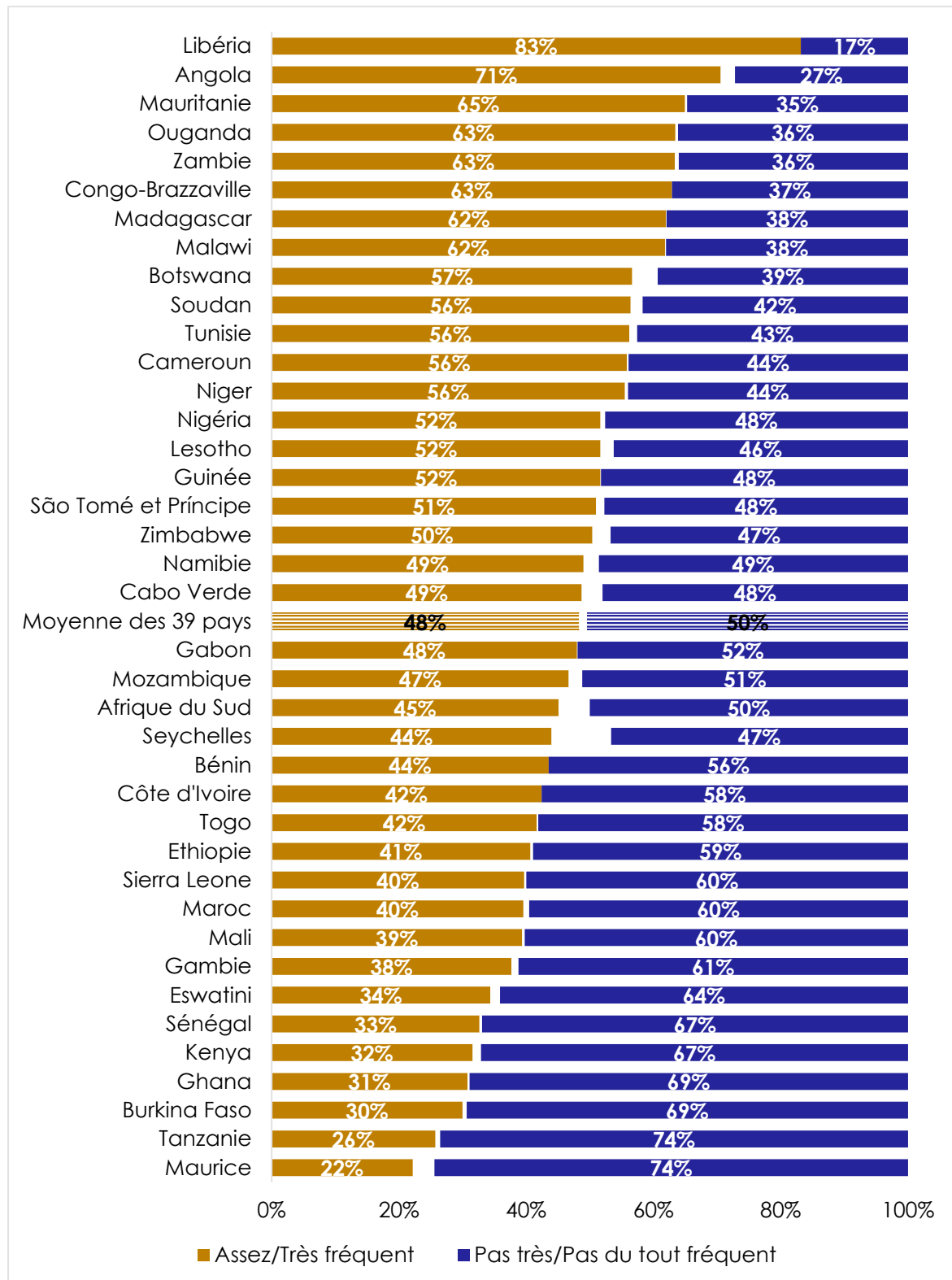
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

La grande majorité des répondants considèrent les cas d'enfants non scolarisés comme fréquents au Libéria (83%) et en Angola (71%). La préoccupation relative à la non-scolarisation des enfants en âge de

scolarité est la plus faible à Maurice (22%) et en Tanzanie (26%) (Figure 9).

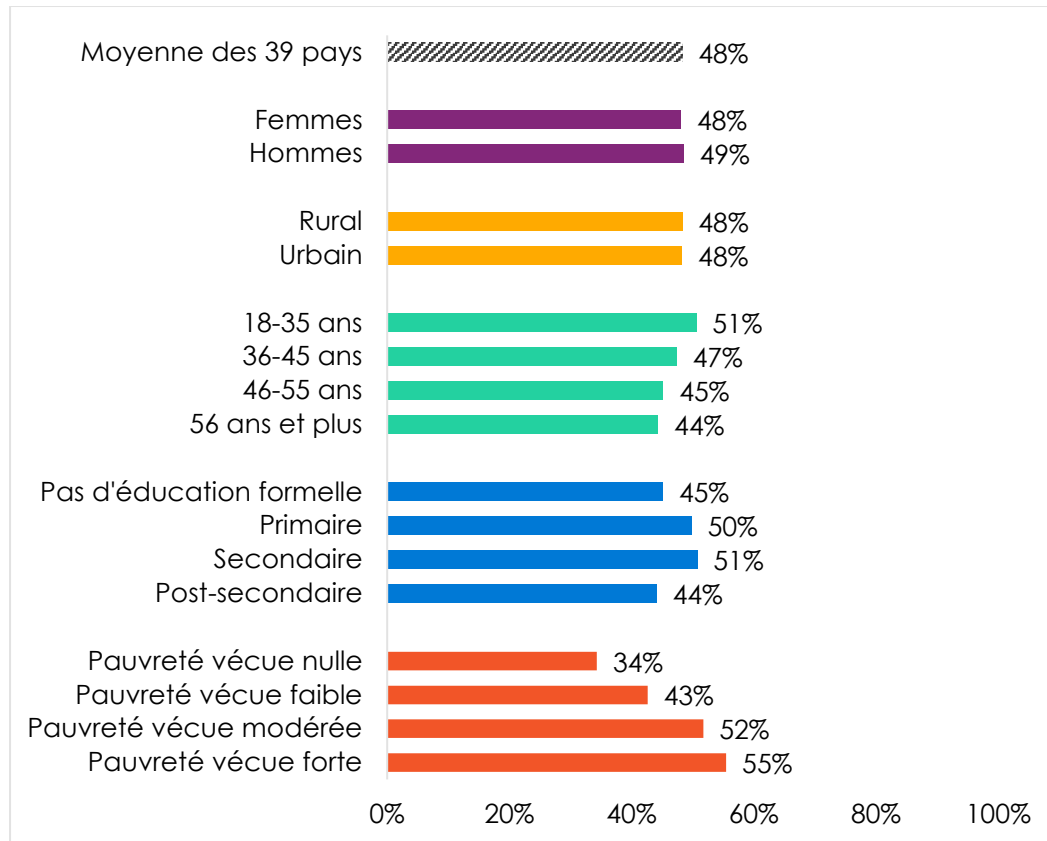
La perception de la fréquence des enfants non scolarisés est plus importante chez les jeunes (51%) que chez leurs aînés (44%-47%) et est particulièrement élevée chez les citoyens qui vivent une forte pauvreté (55%, contre 34% chez les répondants aisés) (Figure 10).

Figure 9 : Fréquence d'enfants non scolarisés | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Figure 10 : Les cas d'enfants non scolarisés sont fréquents | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Pauvreté vécue

La pauvreté nuit à tous les êtres humains, mais surtout aux enfants. Ses effets, qui vont du retard de croissance et des troubles du développement cognitif à la baisse de l'estime de soi et des résultats scolaires et professionnels, compromettent les chances des enfants pauvres de développer pleinement leur potentiel et de devenir des membres à part entière de la société (Jones et Sumner, 2011 ; Greene, 2023). Watkins et Quattri (2019) estiment que d'ici 2030, un nombre impressionnant de 304,7 millions d'enfants (âgés de 0 à 19 ans) en Afrique subsaharienne vivront dans l'extrême pauvreté, ce qui représente 55% de la pauvreté mondiale, soit une hausse considérable par rapport aux 43% enregistrés en 2018.

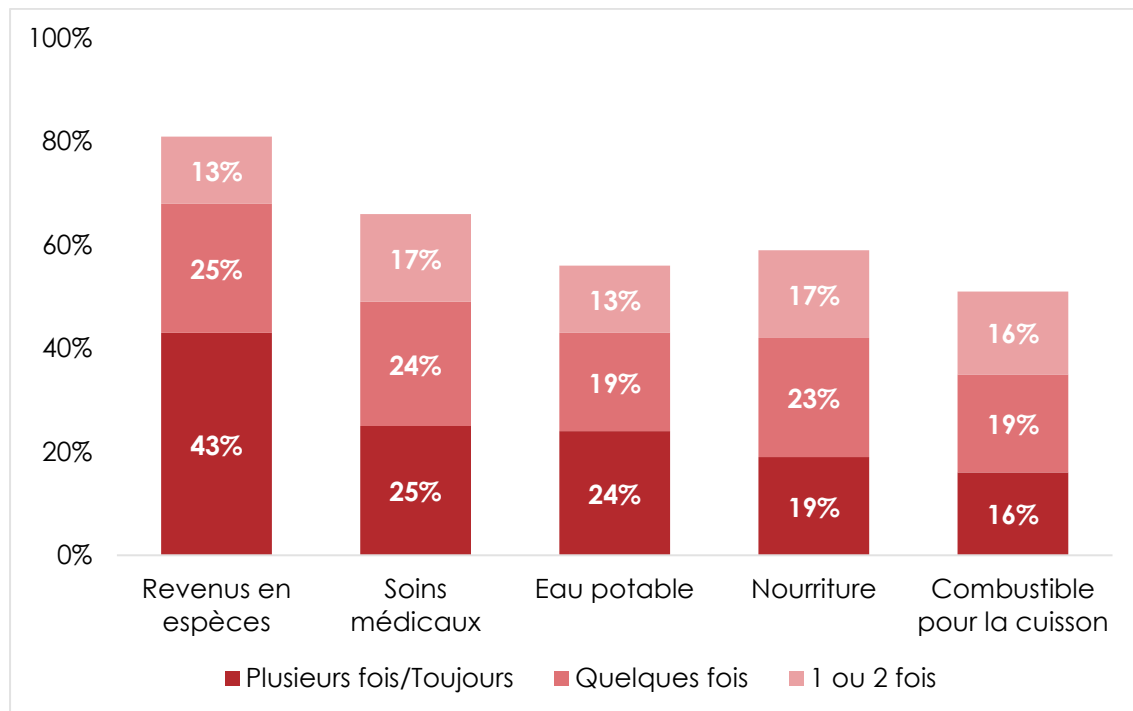
Afrobarometer recueille des données sur les expériences personnelles de pauvreté, ou « pauvreté vécue », en demandant aux répondants la fréquence à laquelle eux-mêmes ou des membres de leur ménage ont manqué de nourriture, d'eau potable pour la maison, de médicaments ou de traitements médicaux, de combustible pour cuisiner et d'un revenu en espèces au cours de l'année précédente. L'indice de pauvreté vécue (IPV) d'Afrobarometer combine les réponses à ces cinq questions relatives aux besoins fondamentaux pour calculer un score moyen de pauvreté vécue pour chaque répondant et pour chaque pays (Mattes & Patel, 2022).

En moyenne, dans les 39 pays sondés en 2021/2023, un ménage sur cinq environ (19%) ont manqué de nourriture « plusieurs fois » ou « toujours » au cours de l'année précédente, en

plus des 23% qui ont été confrontés à un manque de nourriture « quelques fois » et des 17% qui ont connu cette situation « une ou deux fois » (Figure 11).

Un quart environ des ménages signalent de fréquentes pénuries d'eau potable (24%) et de soins médicaux (25%), tandis que 43% ont souvent manqué de revenus en espèces.

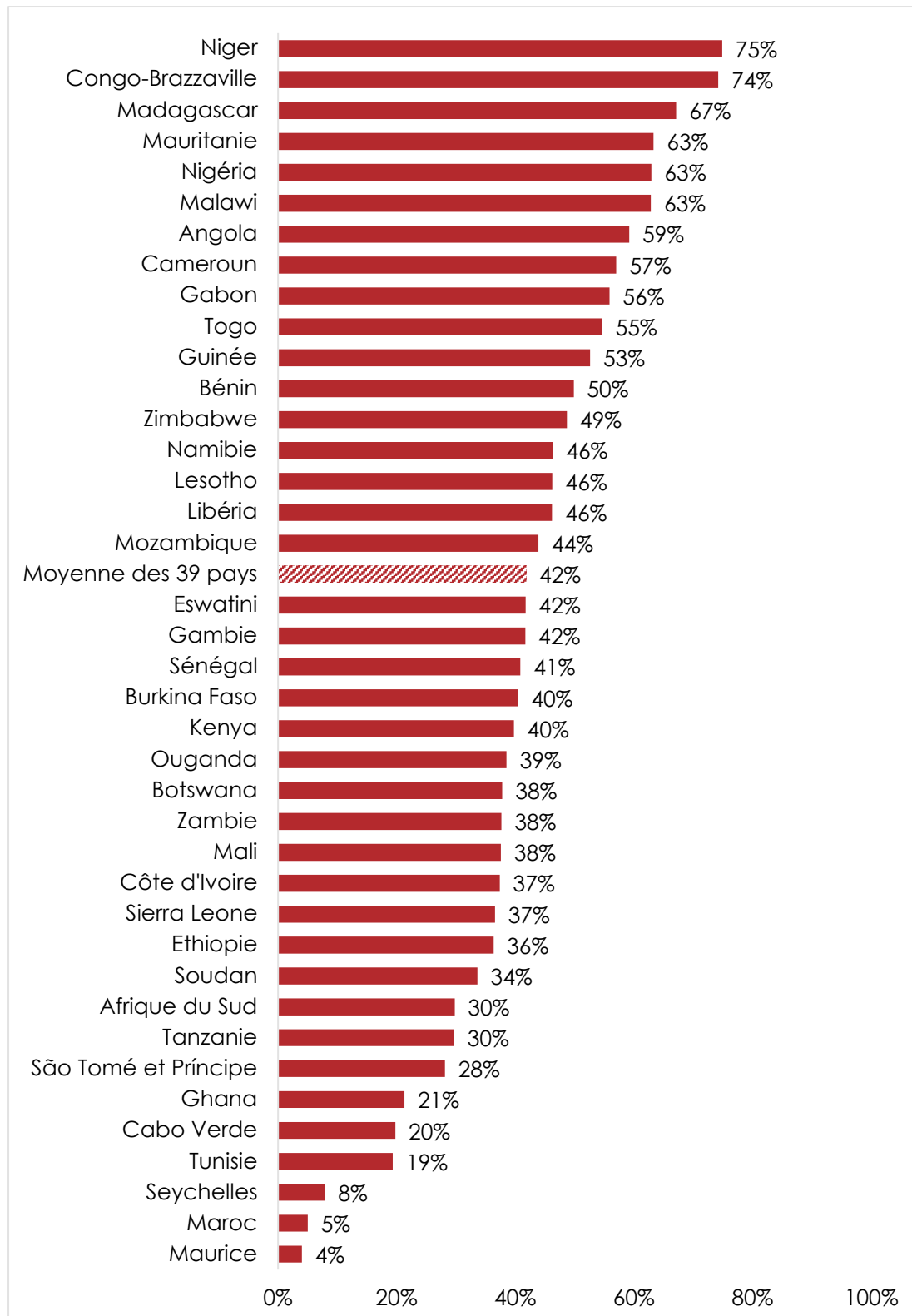
Figure 11 : Manque de besoins primaires | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ?

Sur la base de ces déclarations de pénurie, 61% des Africains vivent dans des ménages qui ont connu une pauvreté vécue modérée ou élevée au cours de l'année précédente, de 9% aux Seychelles à 86% au Congo-Brazzaville (non illustré). Si l'on considère le manque de nourriture comme un obstacle important au développement sain de l'enfant, plus de quatre ménages sur 10 (42%) ont connu des pénuries alimentaires « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 12). Cela inclut la majorité dans 11 pays, en tête desquels trois quarts des citoyens au Niger (75%) et au Congo-Brazzaville (74%). Moins d'un répondant sur 10 en disent de même à Maurice (4%), au Maroc (5%) et aux Seychelles (8%).

Figure 12 : Ont manqué de nourriture au moins quelques fois | 39 pays | 2021/2023



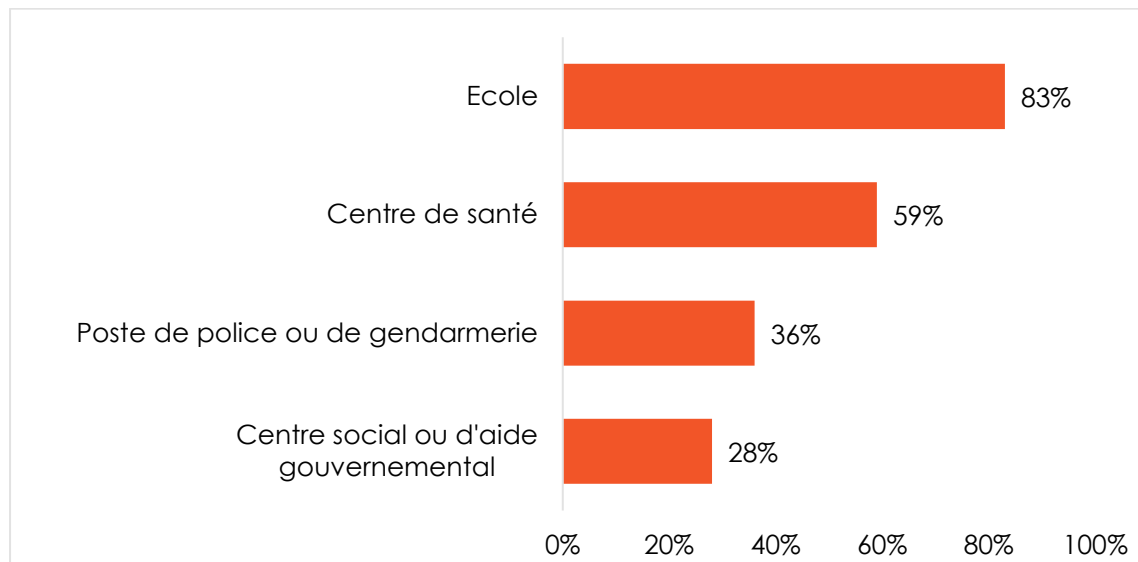
Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face à la situation suivante : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? (% qui disent « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Services de soutien aux enfants vulnérables

Pour les enfants confrontés à des défis majeurs, les services de soutien peuvent être déterminants pour les préparer à une vie pleine et réussie. Dans quelle mesure ces services sont-ils disponibles au niveau communautaire ?

D'après les observations des équipes de terrain d'Afrobarometer dans toutes les zones de dénombrement (ZD) visitées, 83% des répondants vivent à proximité d'une école, 59% disposent d'un centre de santé à proximité et 36% disposent d'un poste de police au sein de la communauté. Seulement 28% vivent à proximité d'un centre social ou d'un office gouvernemental où les gens peuvent solliciter de l'assistance en cas de problème (Figure 13).

Figure 13 : Disponibilité de services publics dans la communauté | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux enquêteurs d'Afrobarometer :

Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette zone de dénombrement (ZD) ou à distance de marche de celle-ci : École (privée, publique ou les deux) ? Poste de police/gendarmerie ? Centre de santé (privée, publique ou les deux) ? Un centre social, un centre d'aide gouvernemental ou un autre bureau gouvernemental où les gens peuvent demander de l'aide en cas de problèmes ? (% « oui »)

Quant à des services de soutien plus spécialisés, plus de la moitié des répondants affirment que les membres de leur communauté peuvent généralement trouver de l'aide pour les enfants maltraités, abusés ou négligés (58%), pour les enfants portant un handicap physique (56%) et pour les enfants et les adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels (52%) (Figure 14). Si la majorité des répondants pensent que des services d'aide aux enfants vulnérables sont disponibles, plus de quatre sur 10 ne partagent pas ce point de vue.

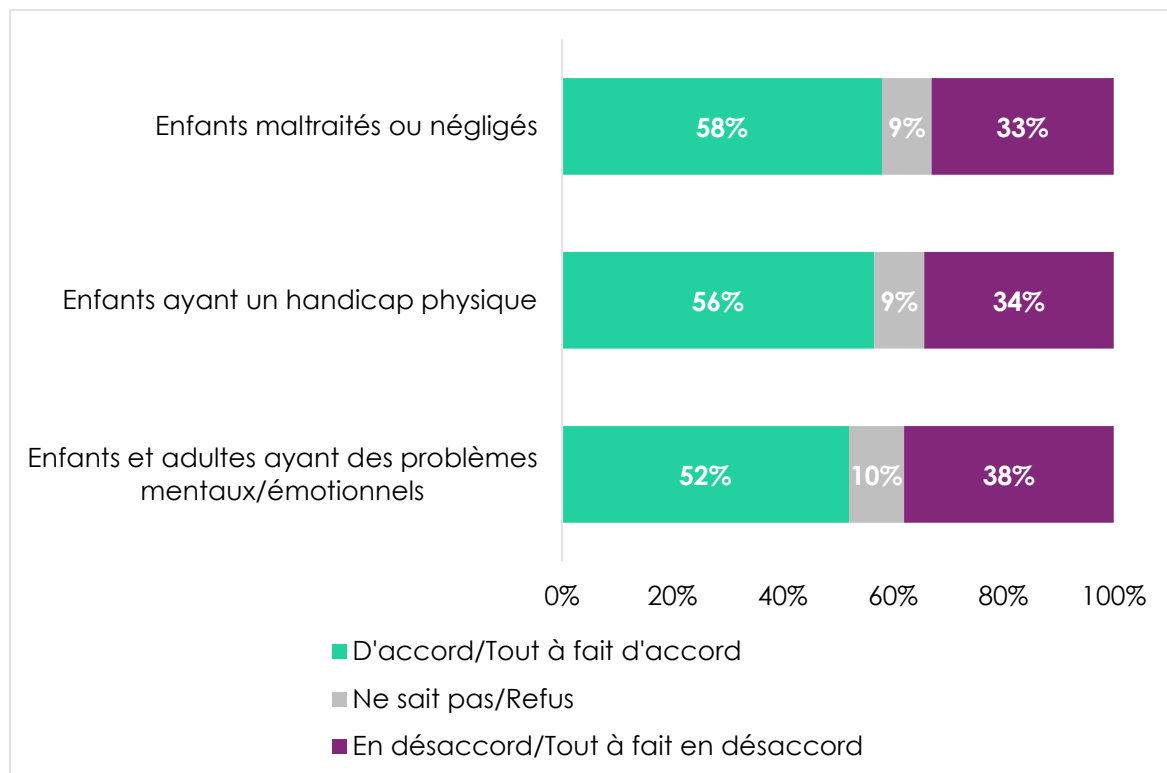
L'appréciation de la disponibilité de services de soutien aux enfants vulnérables au niveau de la communauté varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 15). Par exemple, alors que huit Sénégalais (83%) et Mauriciens sur 10 (80%) affirment que le soutien aux enfants maltraités et négligés est disponible, 29% seulement des Sierra-Léonais en disent autant.

Les perceptions nationales semblent concorder en ce qui concerne les services de soutien pour les trois types de vulnérabilité, c'est-à-dire que les pays où un grand nombre de personnes déclarent que le soutien est disponible pour un type de vulnérabilité (comme la

maltraitance/négligence) ont tendance à afficher des perceptions généralisées de la disponibilité du soutien pour les deux autres types de vulnérabilité (handicap physique et problèmes mentaux). Ainsi, concernant les trois groupes d'enfants vulnérables, nous retrouvons le Sénégal, Maurice, le Togo et la Mauritanie en tête ou presque, et la Sierra Leone, le Zimbabwe, le Malawi, le Lesotho, le Nigéria et le Libéria toujours à la traîne.

Ces appréciations ne divergent pas beaucoup (5 points de pourcentage ou moins) en fonction du sexe, de la résidence urbaine ou rurale, de l'âge ou du niveau d'instruction des répondants. Mais nous observons de fortes disparités en fonction des différents niveaux de prospérité économique (Figure 16). Les citoyens les plus pauvres sont nettement moins susceptibles de déclarer que le soutien aux enfants maltraités et négligés est disponible dans leur communauté (54%, contre 68% des répondants aisés). Des écarts similaires de 16 et 14 points de pourcentage, respectivement, distinguent les pauvres des riches en ce qui concerne la perception du soutien aux enfants portant un handicap physique et aux enfants et adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels.

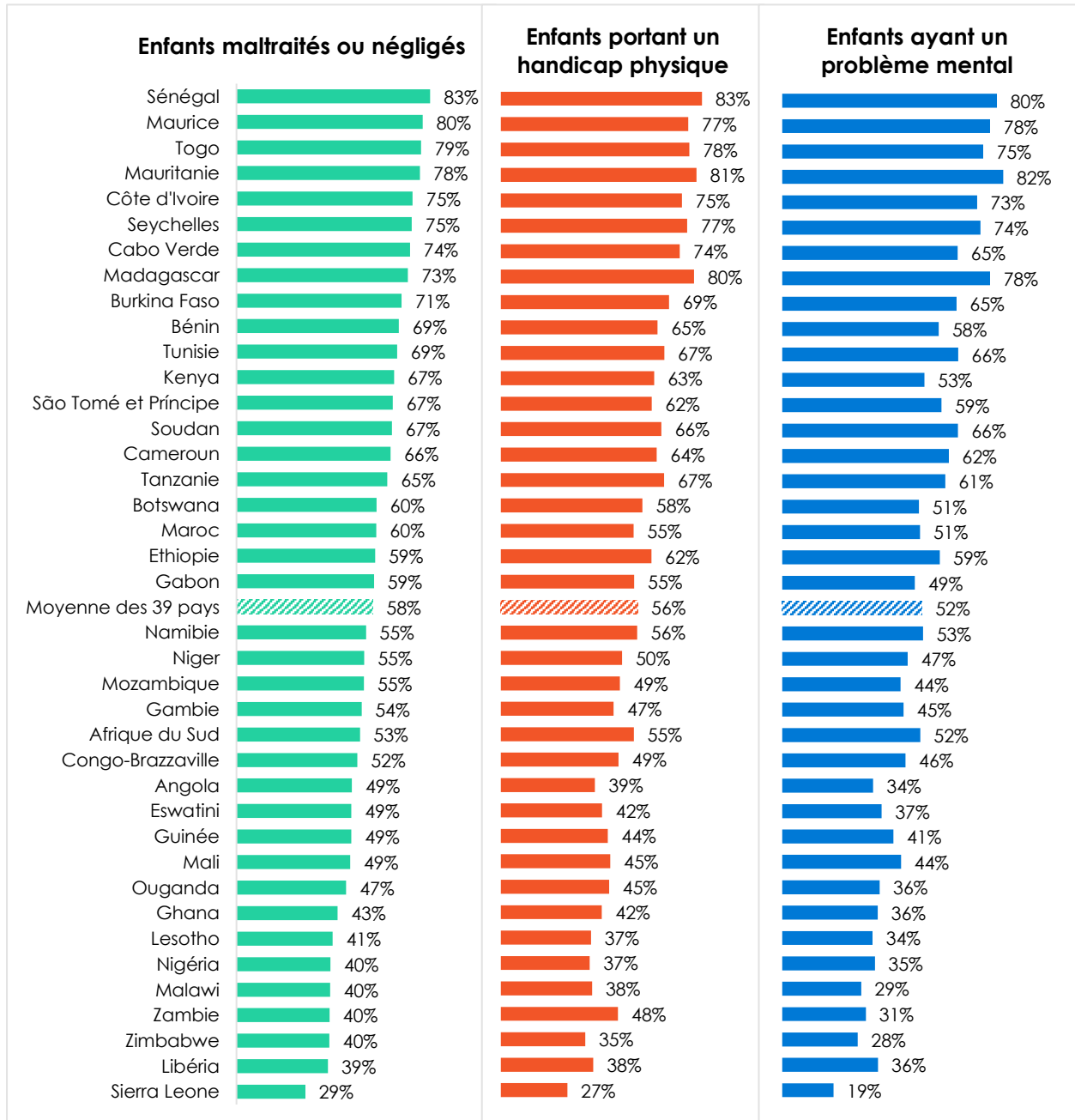
Figure 14 : L'aide pour les enfants vulnérables est-elle disponible dans la communauté ? | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

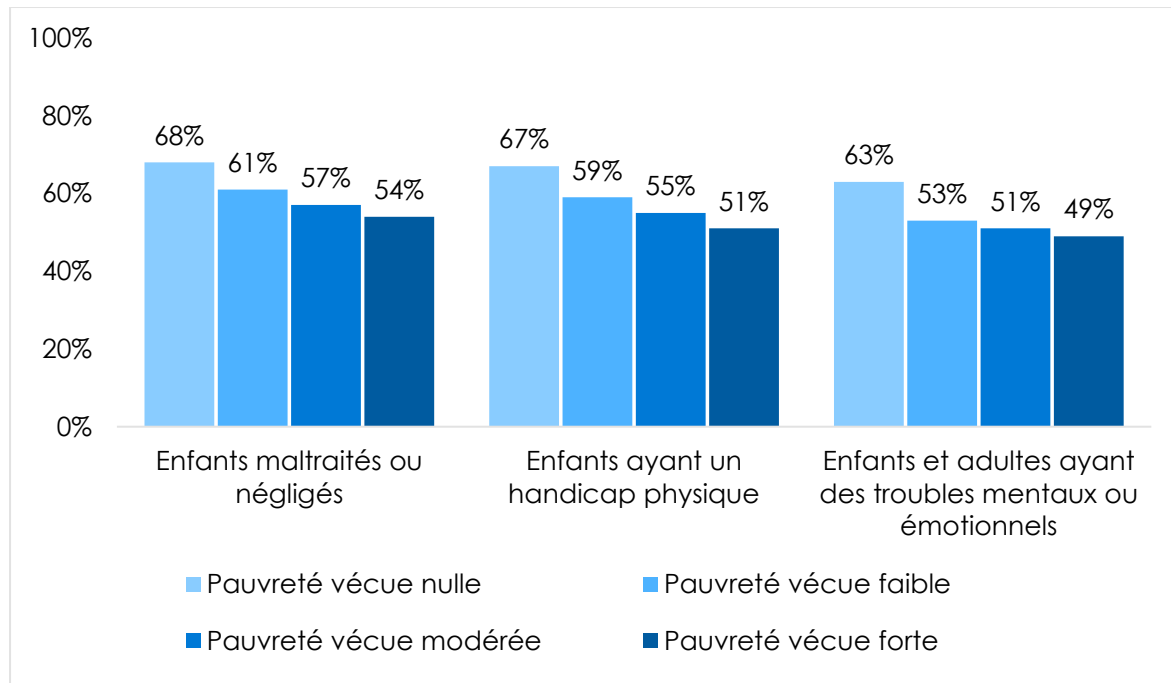
- En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraités ou négligés ?*
- Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?*
- Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?*

Figure 15 : L'aide pour les enfants vulnérables est disponible dans la communauté
 | 39 pays | 2021/2023



La figure montre le pourcentage de répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'idée qu'un soutien pour les enfants vulnérables est disponible dans la communauté.

Figure 16 : L'aide pour les enfants vulnérables est disponible dans la communauté
 | par niveau de pauvreté vécue | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraités ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Performance gouvernementale pour ce qui est du bien-être des enfants

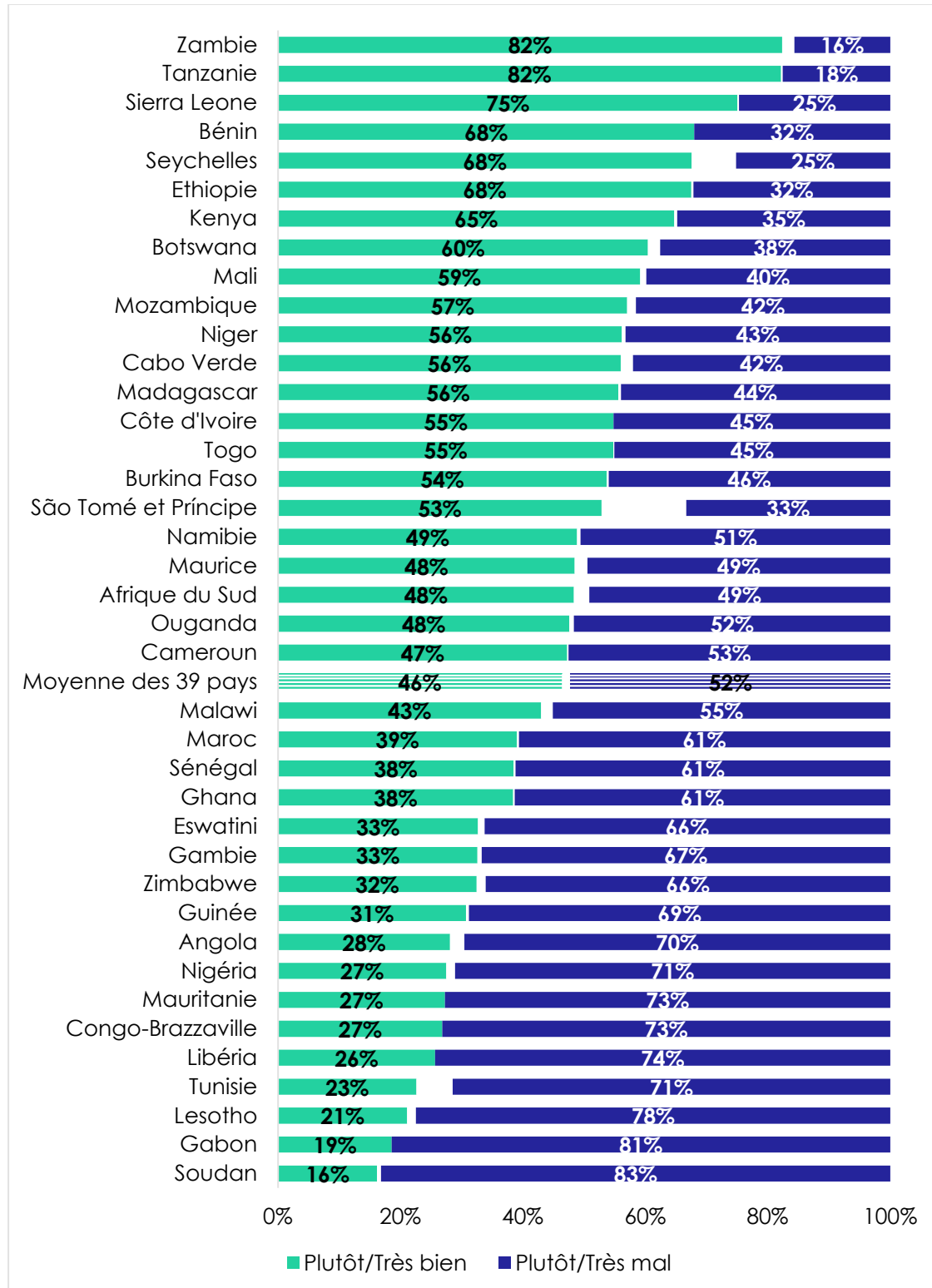
Les Africains portent un jugement mitigé sur la performance gouvernementale quant à la garantie du bien-être et de l'avenir de leurs enfants. En ce qui concerne l'éducation, pierre angulaire de la réussite de tout enfant, moins de la moitié (46%) des citoyens déclarent que leur gouvernement obtient des résultats « assez bons » ou « très bons », tandis que 52% pensent que ses résultats sont médiocres (Figure 17).

Pour ce qui est des efforts déployés par le gouvernement pour protéger et promouvoir le bien-être des enfants vulnérables, les évaluations sont tout aussi mitigées : 44% des répondants estiment que ses performances sont bonnes, tandis que 52% les estiment « assez mauvaises » ou « très mauvaises » (Figure 18).

L'approbation baisse proportionnellement à la hausse de la pauvreté vécue, de 53% chez les citoyens nantis à seulement 35% chez les citoyens en situation de forte pauvreté vécue (Figure 19).

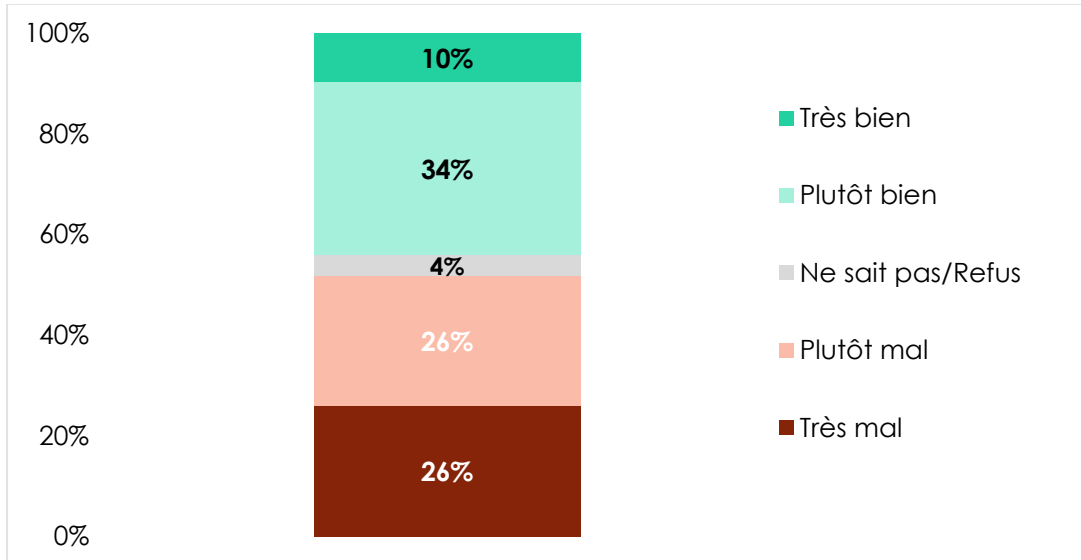
Dans 15 pays, la majorité des répondants estiment que le gouvernement réussit à protéger les enfants, les Seychelles (71%) et la Tanzanie (70%) figurant en tête de liste (Figure 20). En revanche, moins de deux Soudanais (13%), Libériens (17%) et Nigériens (19%) sur 10 sont satisfaits des efforts de leur gouvernement en vue de la protection et de la promotion du bien-être des enfants vulnérables.

Figure 17 : Performance du gouvernement dans la satisfaction des besoins en éducation | 39 pays | 2021/2023



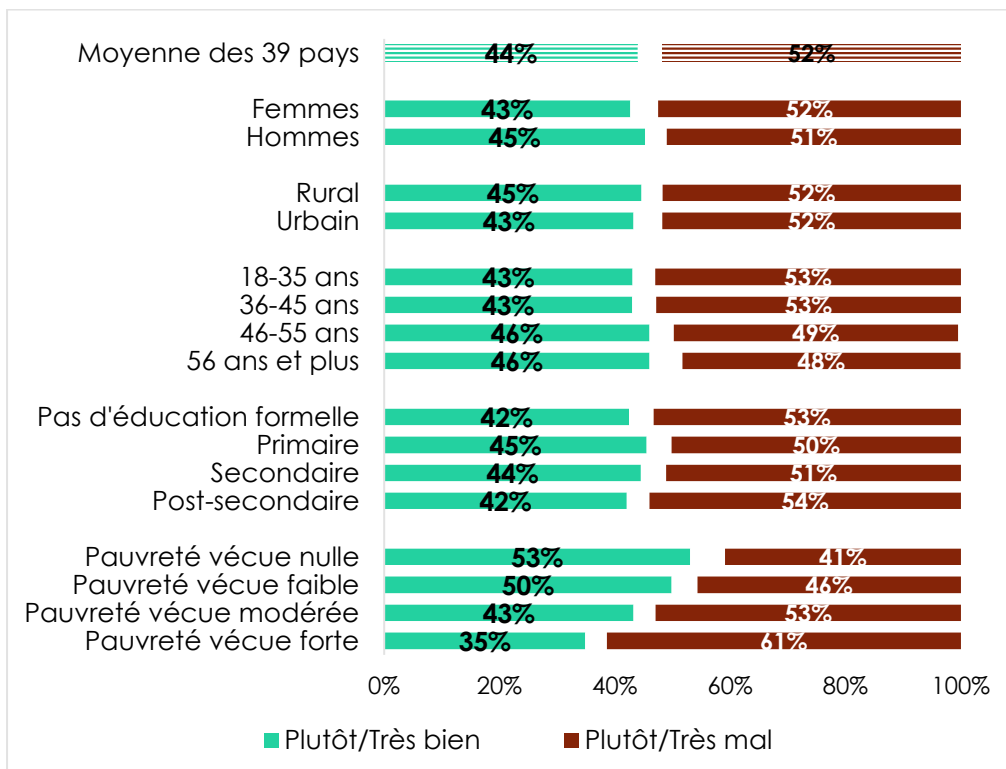
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 18 : Performance du gouvernement dans la protection du bien-être des enfants vulnérables | 39 pays | 2021/2023



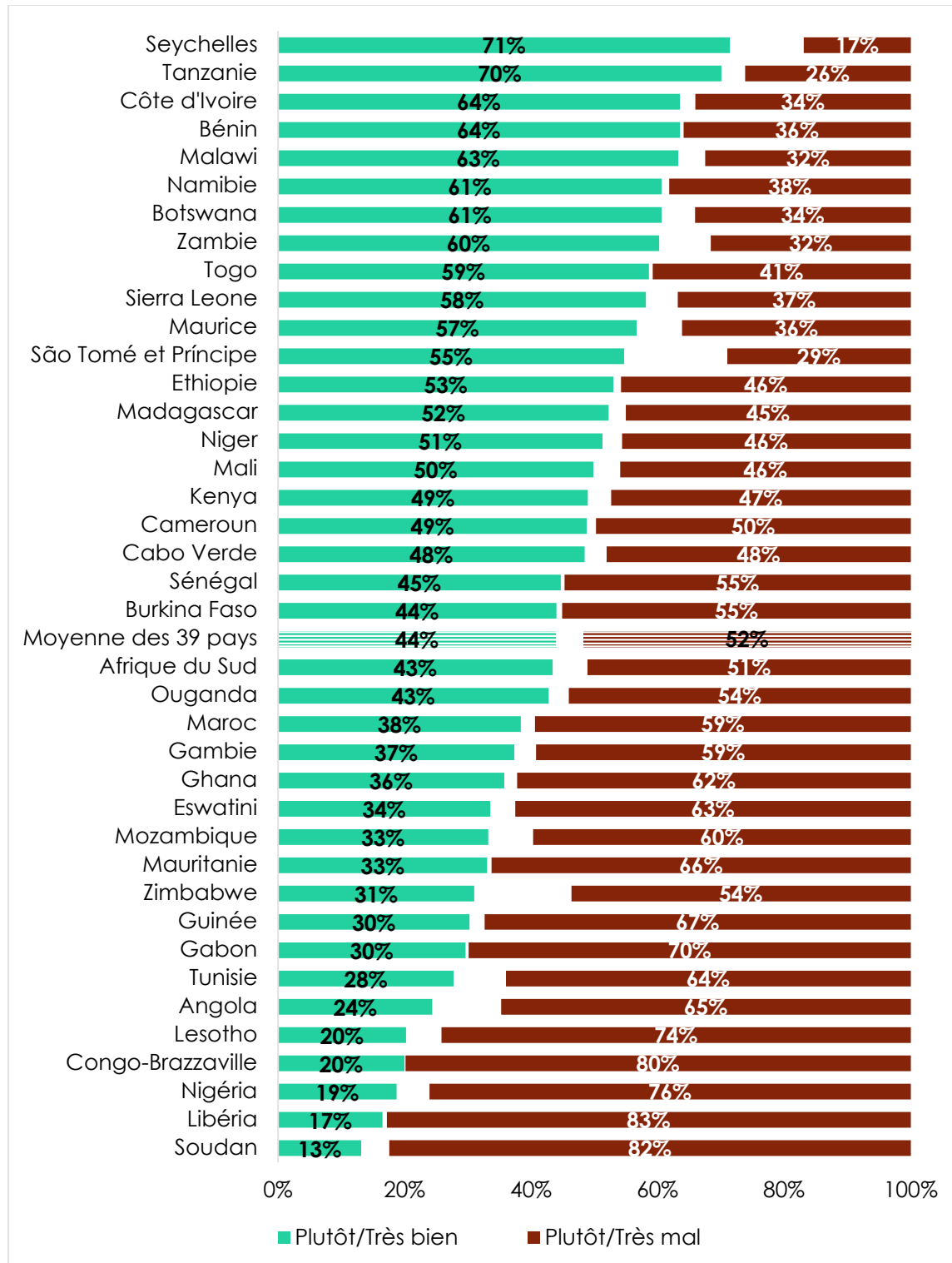
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 19 : Performance du gouvernement dans la protection du bien-être des enfants vulnérables | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 20 : Performance du gouvernement dans la protection du bien-être des enfants vulnérables | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Synthèse des indicateurs de protection de l'enfance par pays

Le Tableau 2 récapitule les performances nationales sur huit indicateurs liés au bien-être des enfants, les résultats étant colorés du vert foncé (le meilleur) au rouge foncé (le pire). Les pays sont classés en fonction de l'appréciation des citoyens quant aux efforts déployés par le gouvernement pour protéger et promouvoir le bien-être des enfants vulnérables. Sans suggérer que tous ces indicateurs sont d'une importance égale dans tous les contextes, ce classement permet de mettre en lumière certains domaines de préoccupation pour l'usage des décideurs politiques et des défenseurs.

Les deux premières colonnes de ce tableau indiquent si le pays a franchi deux étapes cruciales vers une protection efficace des enfants : La ratification de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant et, le cas échéant, la soumission de son rapport initial sur l'état de la mise en œuvre des dispositions de la charte au Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (Union Africaine, 2023).

Nous constatons que tous les pays sondés, à l'exception du Maroc et de la Tunisie, ont ratifié la charte, depuis 1992 avec les Seychelles, Maurice, le Burkina Faso et l'Angola, et ce, jusqu'en 2019 (São Tomé et Príncipe et la Mauritanie). Six pays ayant ratifié la charte n'ont pas encore soumis leur rapport initial.

La troisième colonne nous permet de constater la grande diversité des appréciations des citoyens sur la performance gouvernementale quant à la protection de l'enfance, avec des taux d'approbation allant de 13% au Soudan à 71% aux Seychelles.

La Colonne 4 montre que tous les pays à l'exception de quatre présentent une majorité (en vert clair ou foncé) de personnes qui déclarent que la maltraitance et la négligence des enfants sont « peu fréquentes » ou « pas du tout fréquentes » dans leur communauté. Les résultats sont plus mitigés dans les colonnes montrant la proportion des répondants qui déclarent que les cas d'enfants non scolarisés sont « peu fréquents » ou « pas du tout fréquents », que le soutien aux enfants vulnérables est disponible (moyenne des trois questions de l'enquête concernant trois types de vulnérabilité), et que le recours à la force physique pour discipliner les enfants est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » au sein de leur communauté.

Mais la Colonne 7 présente peu de scores élevés pour la proportion des citoyens qui déclarent que le recours à la force physique pour discipliner les enfants n'est jamais justifié.

En comparant les pays, nous constatons que la Tanzanie est le seul pays à avoir des champs verts (scores relativement élevés) pour tous les indicateurs, suivie par l'Éthiopie avec sept verts clairs ou foncés. La Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo obtiennent également sept verts, mais avec des scores particulièrement bas (rouge foncé) en ce qui concerne l'opposition au recours à la force physique. Les Seychelles et Maurice enregistrent des scores relativement élevés pour six indicateurs.

En revanche, le Libéria enregistre les scores les plus bas (avec cinq rouges clairs ou foncés), suivi de la Tunisie avec quatre, et de huit pays avec trois rouges.

Table 2 : Résumé des indicateurs de bien-être des enfants | 39 pays | 2021/2023

	Ratification de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant	Rapport initial soumis au Comité d'Experts	Gouvernement obtient de bons résultats en matière de protection de l'enfance	Maltraitance et négligence envers les enfants pas très ou pas du tout fréquentes	Enfants non scolarisés pas très ou pas du tout fréquents	Aide disponible pour les enfants vulnérables (moyenne)	Discipliner les enfants en utilisant la force n'est jamais justifié	Discipliner les enfants en utilisant la force physique est pas très ou pas du tout fréquent
Seychelles	1992	Oui	71%	58%	47%	75%	50%	63%
Tanzanie	2003	Oui	70%	83%	74%	64%	72%	81%
Côte d'Ivoire	2004	Oui	64%	73%	58%	74%	27%	62%
Bénin	1997	Oui	64%	79%	56%	64%	12%	63%
Malawi	1999	Oui	63%	57%	38%	36%	74%	57%
Botswana	2001	Oui	61%	47%	39%	56%	49%	48%
Namibie	2004	Oui	61%	56%	49%	55%	41%	52%
Zambie	2008	Oui	60%	59%	36%	40%	32%	54%
Togo	1998	Oui	59%	70%	58%	77%	24%	68%
Sierra Leone	2002	Oui	58%	75%	60%	25%	40%	60%
Maurice	1992	Non	57%	72%	74%	78%	45%	67%
São Tomé et Príncipe	2019	Non	55%	60%	48%	63%	51%	48%
Ethiopie	2002	Oui	53%	60%	59%	60%	48%	52%
Madagascar	2005	Oui	52%	75%	38%	77%	18%	74%
Niger	1999	Oui	51%	58%	44%	50%	15%	52%
Mali	1998	Oui	50%	74%	60%	46%	27%	66%
Kenya	2000	Non	49%	77%	67%	61%	48%	70%
Cameroun	1997	Oui	49%	61%	44%	64%	13%	44%
Cabo Verde	1993	Non	48%	62%	48%	71%	44%	37%
Sénégal	2001	Oui	45%	73%	67%	82%	33%	68%
Burkina Faso	1992	Oui	44%	72%	69%	68%	14%	65%
Afrique du Sud	2000	Oui	43%	54%	50%	53%	42%	45%
Ouganda	1994	Non	43%	56%	36%	43%	53%	55%
Maroc	No	Non	38%	61%	60%	55%	47%	49%
Gambie	2000	Non	37%	79%	61%	48%	34%	65%
Ghana	2005	Oui	36%	82%	69%	40%	42%	67%
Eswatini	2012	Oui	34%	70%	64%	43%	26%	64%
Mozambique	1998	Oui	33%	68%	51%	49%	56%	54%
Mauritanie	2019	Oui	33%	58%	35%	81%	23%	62%
Zimbabwe	2018	Oui	31%	57%	47%	34%	31%	47%
Guinée	1999	Oui	30%	71%	48%	45%	29%	59%
Gabon	2007	Oui	30%	65%	52%	54%	19%	55%
Tunisie	No	Non	28%	42%	43%	67%	53%	34%
Angola	1992	Oui	24%	42%	27%	41%	54%	35%
Lesotho	1999	Oui	20%	58%	46%	37%	72%	60%
Congo-Brazzaville	2006	Oui	20%	58%	37%	49%	29%	50%
Nigéria	2001	Oui	19%	68%	48%	37%	45%	56%
Libéria	2007	Oui	17%	37%	17%	38%	41%	36%
Soudan	2005	Oui	13%	54%	42%	66%	36%	49%
Moyenne des 39 pays			44%	64%	50%	56%	39%	56%
Résumé :	Plus de 60%	51%-60%	41%-50%	31%-40%	30% ou moins			

Conclusion

En dépit d'un plaidoyer croissant contre les châtiments corporels et des preuves de leurs impacts négatifs sur le développement des enfants, cette pratique est encore approuvée par une majorité d'Africains. Le soutien à l'utilisation de la force physique pour discipliner les enfants a légèrement baissé au cours des cinq dernières années – y compris des baisses à deux chiffres dans neuf pays – mais demeure majoritaire dans la plupart des pays sondés et dans les principaux groupes démographiques.

Les défenseurs de la suppression des châtiments corporels risquent de se heurter à des obstacles d'ordre culturel et éducationnel. La plupart des pays qui enregistrent le plus grand soutien à cette pratique se trouvent en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, et certains d'entre eux – comme le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Mali et la Guinée – affichent des taux d'alphabétisation relativement faibles (World Population Review, 2023). Les répondants aux enquêtes qui n'ont pas reçu d'instruction formelle sont particulièrement susceptibles d'approuver le châtiment corporel, tout comme les citoyens les plus pauvres.

Si deux tiers des adultes africains déclarent que la maltraitance et la négligence des enfants sont peu fréquentes dans leur communauté, nous notons qu'un adulte sur trois ne partage pas cet avis et que la maltraitance et la négligence des enfants, même peu fréquentes, constituent un problème grave. L'intersection des violences faites aux enfants et des violences basées sur le genre (VBG) suggère que les efforts visant à améliorer le bien-être des enfants devraient également englober la lutte contre toutes les formes de VBG.

Les cas d'enfants non scolarisés sont plus généralement considérés comme un problème commun, en particulier par les citoyens qui vivent des niveaux élevés de pauvreté, ce qui reflète peut-être des obstacles persistants quant aux caractères abordable et accessible de l'éducation.

Plus de la moitié des citoyens affirment que des services sont disponibles pour soutenir les enfants victimes de maltraitance ou de négligence, souffrant d'un handicap physique ou de problèmes mentaux ou émotionnels. En revanche, plus de quatre Africains sur 10 – et dans certains pays de fortes majorités – déclarent que ces services ne sont pas disponibles. La perception de l'absence de services de soutien est plus fréquente chez les personnes économiquement défavorisées, ce qui suggère la nécessité éventuelle d'interventions ciblées.

Le manque de services de soutien, ainsi que les lacunes perçues du système éducatif, pourraient expliquer pourquoi une majorité de citoyens sont insatisfaits des efforts déployés par leur gouvernement pour protéger et promouvoir le bien-être des enfants vulnérables.

Tous ces indicateurs du bien-être des enfants présentent des disparités importantes d'un pays à l'autre, ce qui souligne à la fois la nécessité de tenir compte du contexte local et la possibilité pour certains pays de tirer de précieux enseignements de leurs voisins les plus performants.

Références

- African Child Policy Forum. (2018). The African report on child wellbeing 2018: Progress in the child-friendliness of African governments.
- African Child Policy Forum. (2020). The African report on child wellbeing 2020: How friendly are African governments towards girls?
- Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant. (2016). Africa's agenda for children 2040: Fostering an Africa fit for children.
- Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant. (2021). Agenda 2040: Fostering an Africa fit for children: Assessment of the first phase of implementation (2016-2020).
- Evans, S. E., Davies, C., & DiLillo, D. (2008). Exposure to domestic violence: A meta-analysis of child and adolescent outcomes. *Aggression and Violent Behaviour*, 13(2), 131-140.
- Fambasayi, R. (2021). Africa's agenda for children: Progress, but still a long way to go. Conversation. 16 juin.
- Fulu, E., McCook, S., & Falb, K. (2017). Intersections of violence against women and violence against children. *What Works Evidence Review.* UK Aid.
- Gershoff, E. T., & Grogan-Kaylor, A. (2016). Spanking and child outcomes: Old controversies and new meta-analyses. *Journal of Family Psychology*, 30(4), 453-469.
- Greene, R. (2023). Unearthing the challenge: Child poverty in sub-Saharan Africa. The Borgen Project. 19 octobre.
- Hope, K. R. Sr. (2005). Child survival, poverty, and labor in Africa. *Journal of Children and Poverty*, 11(1), 19-42.
- Jones, N., & Sumner, A. (2011). Child poverty, evidence and policy: Mainstreaming children in international development.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique N° 84 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2022). Rapport sur les objectifs de développement durable 2022.
- Nations Unies. (2023). Les 17 objectifs.
- New Arab. (2023). The number of children displaced across Sudan now the highest in the world. 18 octobre.
- Partenariat Africain pour Mettre Fin à la Violence Contre les Enfants. (2021). Violence against children in Africa: A report on progress and challenges.
- UNESCO. (2021). New estimation confirms out-of-school population is growing in sub-Saharan Africa.
- UNICEF. (2005). The state of the world's children report.
- UNICEF. (2023). 19 million children in Sudan out of school as conflict rages on – UNICEF, Save the Children. 9 octobre.
- Union Africaine. (2023). Tableau des ratifications. Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (CAEDBE).
- Watkins, K., & Quattri, M. (2019). Child poverty in Africa: An SDG emergency in the making. ODI.
- World Population Review. (2023). Literacy rate by country.

Annexe

Tableau A.1: Dates des travaux de terrain du Round 9 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév. Mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév. Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Anyway Chingwete est directrice adjointe des enquêtes à Afrobarometer, en poste à l'Université du Cap. Email : achingwete@afrobarometer.org.

Richard Houessou est chef de projet d'Afrobarometer pour les pays francophones, en poste au Center for Democratic Development (CDD-Ghana). Email : rhoessou@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 731 d'Afrobarometer | 11 novembre 2023